

Rainer J. Schweizer/Marco Borghi (Hrsg.): Législation plurilingue en Suisse/Mehrsprachige Gesetzgebung in der Schweiz/Legislazione plurilingue in Svizzera/La legislaziun plurilingua en Svizra, Dike (Zürich/St. Gallen), 2011, 519 Seiten

L'ouvrage, édité par Rainer J. Schweizer et Marco Borghi, s'inscrit dans le cadre du Programme national de recherche 56 (PNR 56) « Diversité des langues et compétences linguistiques en Suisse ». Il a pour objet l'étude juridique et linguistique des textes légaux plurilingues de la Confédération et des cantons. Des juristes, des linguistes et un politologue, assistés et conseillés par de nombreux experts, se livrent à une analyse détaillée des mécanismes mis en place pour la production de textes légaux plurilingues.

La démarche

L'ambition de l'ouvrage est non seulement de dresser un état des lieux, mais aussi de stimuler la réflexion et de donner des pistes pour améliorer les processus à l'avenir. La démarche se veut non seulement théorique mais aussi pragmatique. Les concepteurs du projet ont choisi d'illustrer leurs propos par l'observation d'un cas concret, la nouvelle loi fédérale sur la formation professionnelle, la LFPr, en phase d'élaboration lors du lancement du projet de recherche. Pourquoi ce choix ? Parce que la LFPr constitue un défi linguistique important à plusieurs égards : En raison de son rôle de loi cadre, de ses répercussions sur le droit cantonal de la formation professionnelle et du caractère novateur de la terminologie utilisée. Dans la nouvelle LFPr, la nouvelle terminologie devait en effet servir d'instrument pour délivrer un message politique. Adieu les apprentis, place aux apprenants!

Les contributions

Outre l'introduction et les thèses et recommandations finales, l'ouvrage est composé de neuf contributions. Parmi ces contributions, quatre sont des contributions générales sur les particularités de la législation plurilingue et cinq sont des contributions se livrant à une analyse du cas d'étude choisi, à savoir la législation sur la formation professionnelle.

Le rappel des principes

Les contributions générales rappellent les principes, « les fondamentaux » a-t-on envie d'ajouter pour reprendre une formulation en vogue. A commencer par l'ancrage, dans le droit fédéral, de l'égalité et de l'équivalence de principe des trois langues officielles que sont l'allemand, le français et l'italien ; vient s'y ajouter le

romanche, en tant que langue officielle partielle dans laquelle les actes législatifs d'une certaine importance doivent être publiés. Le rappel de ces principes est, plus que jamais, utile dans le paysage politique suisse. Oui, les différentes versions linguistiques d'un acte normatif ont la même valeur juridique. Oui, les actes normatifs doivent être formulés de manière claire et compréhensible. Cette dernière exigence n'est pas une exigence d'esthétisme, elle est directement liée au principe de démocratie (les actes normatifs sont, de manière obligatoire ou facultative selon les cas, soumis au vote des citoyens) et commandée par le principe de la sécurité du droit. Cette exigence est d'ailleurs traduite au niveau de la loi, puisque la loi sur les langues mentionne expressément le devoir des autorités fédérales d'utiliser un langage adéquat, clair et compréhensible.

Pour permettre le respect de ces principes, la Suisse a institué, au niveau fédéral, des organes législatifs multilingues : les services linguistiques, la section de terminologie de la Chancellerie fédérale, la Commission interne de rédaction, la Commission parlementaire de rédaction. Tous, à leur niveau et dans le cadre de leurs compétences, apportent une contribution décisive à la qualité de la législation multilingue. Les quatre cantons plurilingues, Berne, Fribourg, les Grisons et le Valais ont également ancré dans leurs législations les principes applicables à la procédure législative plurilingue.

La plus-value du plurilinguisme....

Pendant la phase d'élaboration d'un texte, le plurilinguisme agit comme un filtre au profit d'une meilleure intelligibilité du texte. Comment traduire une expression peu claire ? Les remarques des rédacteurs d'autres langues mènent très souvent à des éclaircissements des textes de départ. Le plurilinguisme favorise la recherche de formulations facilement transposables dans une autre langue. La mise en évidence de divergences facilite la prévention de difficultés lors de l'application du droit. Les questions d'équivalence surviennent parfois où l'on s'y attend le moins : Comment rendre fidèlement en français le sens de « Anspruch an die Verständlichkeit » ?

.....et les obstacles

La mise en œuvre des principes souffre toutefois de nombreux obstacles que les diverses contributions mettent en évidence. Au nombre de ces obstacles, les représentations inégales des communautés linguistiques et le manque de temps. Certains auteurs mettent en évidence qu'il manque, dans certains services, la sensibilité suffisante pour appréhender les questions linguistiques. Et tous s'accordent sur le fait que si, au niveau de la phase de préparation des projets législatifs, d'intenses efforts de coordination sont effectués, ces efforts sont parfois

compromis par les modifications apportées lors du processus parlementaire. Les délais souvent très courts ne permettent pas à la Commission parlementaire de rédaction de faire un travail de coordination aussi approfondi que lors de la phase préparatoire. Ce déficit au niveau de la coordination est encore amplifié par le fait que les sous-commissions de langues allemande, française et italienne siègent séparément et ne procèdent pas à un véritable travail de corédaction.

Stimuler la réflexion

Les diverses contributions interrogent le lecteur. Tous les textes normatifs doivent-ils être compréhensibles pour chacun ? Y-a-t-il une hiérarchie à établir selon les textes en fonction de leurs destinataires ? En d'autres termes, la loi sur la formation professionnelle doit-elle être davantage compréhensible que la loi sur la surveillance des assurances ? L'ouvrage traite aussi de l'incidence du plurilinguisme sur le mode d'élaboration des textes législatifs. L'institutionnalisation des organes législatifs plurilingues met en évidence l'indispensable combinaison des compétences, des juristes et les linguistes.

Les thèses et les recommandations

Les auteurs n'en restent pas aux constats. Forts de leurs observations et de la pertinence de leurs analyses, ils font des propositions concrètes tant pour la procédure au niveau de l'administration que pour la procédure au niveau parlementaire. Citons quelques-unes de ces recommandations : Il faut par exemple *donner davantage d'importance à la terminologie* et ce dans la toute première phase de l'élaboration d'un projet. La révision du droit de la tutelle est à cet égard illustrative : La recherche d'expressions non stigmatisantes, en particulier la remise en cause du terme « *Vormund* » en allemand, implique de réfléchir aux conséquences du choix opéré sur la terminologie utilisée par les autres nationales. Il faut également *renforcer l'appui linguistique aux parlementaires* et *mieux coordonner les travaux des sous-commissions, en langues allemande, française et italienne*, de la commission parlementaire de rédaction. Les auteurs vont plus loin encore : Pourquoi ne pas organiser une séance de corédaction trilingue avant la transmission du texte en votation finale ? Pour conclure leurs recommandations, les auteurs mentionnent les parallèles entre la législation plurilingue en Suisse et l'élaboration de traités internationaux plurilingues. Ils appellent à un échange d'expériences scientifiques et pratiques entre les « *faiseurs de traités* » et les « *faiseurs de lois* ». Une piste intéressante à l'heure de l'internationalisation des politiques publiques.

De la parole aux actes ?

Le titre de l'ouvrage figure en couverture dans les quatre langues nationales. Dommage que, hormis le résumé initial et la traduction des thèses et recommandations finales, on n'y trouve pas au moins une contribution d'un auteur francophone. Cette absence est quelque peu compensée par deux contributions en italien. Quant à l'unique contribution en romanche, elle est immédiatement suivie d'une traduction en allemand, sans doute pour favoriser la diffusion de son contenu. En ce sens, l'ouvrage est en soi une parfaite illustration de la difficulté pratique de réaliser le postulat de l'égalité des langues. Nous y lisons aussi une incitation à avancer et à mettre en œuvre les diverses propositions des auteurs afin de pouvoir à l'avenir non plus seulement dissenter et analyser, mais également « vivre le plurilinguisme ».

Colette Rossat-Favre, Office fédérale de la justice, Berne

Stephan Hensel/ Kilian Bizer/ Martin Führ/ Joachim Lange (Hrsg.): Gesetzesfolgenabschätzung in der Anwendung – Perspektiven und Entwicklungstendenzen, Interdisziplinäre Studien zu Recht und Staat (Bd. 48), Nomos, (Baden-Baden) 2010, 341 S.

Das Institut der Gesetzesfolgenabschätzung (GFA) – in der Schweiz mehrheitlich als «Gesetzesevaluation» bezeichnet – ist auch in Deutschland erst seit verhältnismässig kurzer Zeit verankert. Die Institutionalisierung der GFA, wie sie sich mittlerweile in vielen Ländern und auf verschiedenen Ebenen vollzogen hat, reicht jedoch nicht aus, um tatsächliche Fortschritte hin zu einer besseren Rechtsetzung zu erzielen. Zentral ist es, zu erfahren, ob und wie der Schritt von der formalen Institutionalisierung der GFA in die erfolgreiche praktische Anwendung gelingen kann. Dieser Thematik geht das nachfolgend zu besprechende Buch nach. *Stephan Hensel, Kilian Bizer, Martin Führ* und *Joachim Lange* haben darin Beiträge einer Fachtagung mit dem Titel «Wissen sie, was sie tun? Perspektiven der Gesetzesfolgenabschätzung in der Anwendung» herausgegeben. Das Buch umfasst vier Teile und insgesamt dreiundzwanzig Beiträge zur Gesetzesfolgenabschätzung.

Der erste Teil («Gesetzesfolgenabschätzung: Wissen sie, was sie tun?») behandelt den Status Quo und das Verbesserungspotenzial der GFA, wobei dies unter unterschiedlichem Blickwinkel – unter demjenigen der Wissenschaft, der Politik und der Verwaltung – geschieht. Themen des zweiten Teils («Ausgewählte Pers-

pektiven zur Gesetzesfolgenabschätzung in der Anwendung») sind die Relevanz von Bürokratiekosten und das Prinzip der Konnexität («Wer bestellt, bezahlt») im Rahmen der GFA. Unter dem Titel «Von Nachbarn lernen? Praxis der Gesetzesfolgenabschätzung im internationalen Vergleich» widmet sich der dritte Teil den Erfahrungen mit der GFA in Österreich und der Schweiz. Dieser Teil wird durch einen allgemeinen Überblick zur Praxis der GFA in OECD-Ländern eingeleitet. Der vierte Teil – «Entwicklungsperspektiven der Gesetzesfolgenabschätzung» – geht der Frage nach, inwiefern aus der Entwicklung der Technikfolgenabschätzung Lehren für die GFA gezogen werden können. Ferner wird untersucht, inwiefern sich die GFA am Prinzip der Nachhaltigkeit orientiert. Insgesamt geht es in diesem Teil darum, zu eruieren, welche Massnahmen der GFA zu einer besseren Umsetzung in der Praxis verhelfen können.

Nach einer Einleitung der Herausgeber, die eine Übersicht über die nachfolgenden Beiträge gibt, widmet sich *Martin Führ* den wissenschaftlichen Qualitätsstandards für die Gesetzesfolgenabschätzung. Der Beitrag konzentriert sich hauptsächlich auf die rechtlichen Anforderungen an den Prozess der GFA. Für diese Anforderungen sind nach Ansicht des Autors materielle Rationalitätskriterien zentral, die zugleich Anforderungen an die Methodik der GFA stellen. Die unterschiedlichen Wissenschaften müssten dabei ihre eigenen methodischen Ansätze (etwa die juristische Verhältnismässigkeitsprüfung oder die ökonomische Kosten-Nutzen-Analyse) so einbringen, dass deren Stärken für die GFA fruchtbar gemacht werden könnten. Aus der Sicht der Politik formuliert *Heiner Bartling* die etwas ernüchternde Bilanz, dass die Schnellebigkeit der politischen Prozesse im Widerspruch zu einer sorgfältig durchzuführenden GFA stehe. Dies gelte insbesondere bei der Gesetzgebung auf Landesebene. Da die Verwaltung die überwiegende Mehrheit der Gesetze erarbeitet, ist es nach Ansicht von *Reinhard Timmer* zentral, dass die administrative Leitungsebene ihre Verantwortung für eine bessere Rechtsetzung übernimmt und die Gesetzesfolgenabschätzungen vornimmt. Weil GFA den Aufwand in der Gesetzgebung bisweilen erhöhten, würden sie bevorzugt verwaltungsintern durchgeführt. Insofern sei es notwendig, für mehr Transparenz gerade in der Gesetzesvorbereitung zu sorgen, damit die Resultate (interner und prospektiver) GFA zugänglich würden. Schliesslich konstatiert der Autor, dass der Bund die Fortbildungsmassnahmen für Gesetzesfolgenabschätzungen jedenfalls intensiviert hat. Neben generellen Herausforderungen für die GFA auf der Ebene der Bundesländer werden Massnahmen zur Aus- oder Fortbildung auf dem Gebiet auch in den Beiträgen von *Klaus Neuser* und *Heinrich Plückelmann/ Beate Bicking-Reichert* für die Landesebene (an den Beispielen von Niedersachsen und Brandenburg) thematisiert.

Gesetze und die Gesetzgebung im Allgemeinen haben einen grossen Anteil an den Bürokratiekosten, die es im modernen Staat stets zu senken gilt. Ebendiesen Bürokratiekosten widmet sich *Stephan Förster*, indem er das Standardkostenmodell (SKM), das der Ermittlung dieser Kosten (und deren Senkung) dient, in seinem Verhältnis zum Instrument der GFA analysiert. Das SKM hat hauptsächlich die Bürokratiebelastung der Wirtschaft im Blick. Das Modell untersucht, vereinfacht ausgedrückt, die unmittelbare Wirkung einer Norm, vor allem hinsichtlich der Quantität der betroffenen Adressaten und fragt dabei nur nach den Bürokratiekosten, die aus den Informationspflichten aus Gesetzen resultieren. Demgegenüber fragt die GFA auch nach dem Nutzen der Norm und nicht nur nach den Kosten. GFA sind nach Ansicht des Autors, jedenfalls in der Form der Ex-Ante-Gesetzesfolgenabschätzung, unter anderem kostenintensiver als Ex-Ante-SKM. *Alexander Barthel* thematisiert das SKM aus der Perspektive des mittelständischen Handwerks, während sich der Beitrag von *Michael Schorn* mit dem Abbau von Bürokratiekosten, der Umsetzung von Kostensenkungszielen und den damit verbundenen Herausforderungen beschäftigt. Abschliessend äussert sich *Wolf-Michael Catenhusen* als Mitglied des Nationalen Normenkontrollrates zum Abbau der Bürokratiekosten. Der Nationale Normenkontrollrat hat zum Ziel, den Bürokratieabbau in Deutschland zu fördern und die Bundesregierung dabei zu unterstützen, die durch Gesetze verursachten Bürokratiekosten auf der Grundlage des Standardkostenmodells zu reduzieren. Aus der Sicht des Nationalen Normenkontrollrats sei eine positive Bilanz zu ziehen, was die Bürokratiekostensenkung betrifft. Die sich daran anschliessenden Beiträge widmen sich dem Prinzip der Konnexität. Dieses Prinzip regelt die Verteilung der Aufgaben sowie die Verteilung der Ausgaben im Bundesstaat, also im Verhältnis zwischen Bund und Ländern sowie zwischen den Ländern und den Kommunen. Wenn das übergeordnete Gemeinwesen Aufgaben an ein untergeordnetes Gemeinwesen delegiert, muss demnach vor dem Lastenausgleich auch eine Kostenfolgenabschätzung vorgenommen werden. *Hans-Günter Henneke* stellt in seinem Beitrag die unterschiedlichen Verfassungsnormen einzelner Bundesländer zur Konnexität vor. Der Kostenfolgenabschätzung nach dem Konnexitätsprinzip in Bayern und dem Vergleich zwischen diesem und der (prospektiven) GFA geht *Winfried Brechmann* nach. Obwohl die Kostenfolgenabschätzung nach dem Konnexitätsprinzip Rechte und Pflichten sowie Verfahrensbesonderheiten für die Kommunen begründe und sich insoweit deutlich von einer GFA unterscheide, könne die entsprechende Kostenfolgenabschätzung als zielgruppenorientierte GFA qualifiziert werden. Jedenfalls hätten die Kommunen aufgrund der notwendigen genauen Berechnung der sie betreffenden Folgekosten eine herausragende Bedeutung im Rahmen des Verfahrens der Gesetzfolgenabschätzung erhalten. Für das Bundesland Rheinland-

Pfalz führt *Walter Müller* die Gemeinsamkeiten und Unterschiede zwischen dem Konnexitätsprinzip und der GFA aus. Insgesamt hätten das Konnexitätsprinzip und seine rechtliche Verankerung zu einem gesteigerten Kostenbewusstsein der Gesetzgeber geführt. Zu demselben Schluss für sämtliche Bundesländer kommt *Joachim Lange*, dessen kurze, aber pointierte Zusammenfassung den Abschluss der Thematik bildet. Der letzte Aspekt, den der zweite Buchteil behandelt, bildet die EU-Chemikalienverordnung REACH, in deren Rahmen verschiedene GFA durchgeführt wurden (siehe die Beiträge von *Martin Führ* und *Christiane Heiss*).

Der dritte Teil des Buches wird mit einem allgemeinen Überblick zur Praxis der Gesetzesfolgenabschätzung in den OECD-Ländern eingeführt. *Lorenzo Allio* führt aus, die GFA sei ein zentrales Instrument, um die Qualität der Gesetzgebung zu garantieren. Als solches sei die GFA seit den 1970er-Jahren von immer mehr OECD-Ländern eingeführt worden. Die verschiedenen Länder hätten unterschiedlichste Praktiken – im Sinne von «good practice» sei aber allen Ländern zu empfehlen, dass die Politik ihr Engagement für die GFA insgesamt erhöhe, dass die Personen, die in der Gesetzgebung tätig sind, auf dem Gebiet der GFA aus- bzw. weitergebildet würden, dass Strategien zur Datensammlung entwickelt und dass die Resultate der GFA kommuniziert würden. Einen Überblick über den Stand und die Entwicklungstendenzen der GFA in Österreich vermittelt der Beitrag von *Brigitte Windisch*. Für die legistische Praxis in Österreich, die seit den späten 1970er-Jahren mit GFA – auch in Österreich entstanden im Zug von allgemeinen Entbürokratisierungsbemühungen – operiert, sei vor allem die begleitende GFA relevant. Diese fokussiere stets spezifische Bereiche, nämlich die finanziellen, wirtschaftspolitischen, ökologischen, konsumentenschutzpolitischen, sozialen sowie geschlechtsspezifischen Auswirkungen des geplanten Erlasses. *Luzius Mader* widmet sich in seinem Beitrag dem Stand und den Entwicklungstendenzen der Gesetzesfolgenabschätzung in der Schweiz. Auch in der Schweiz hat sich die GFA ab den 1970er-Jahren entwickelt. Eine einzigartige Form der Institutionalisierung habe diese mit Artikel 170 der Bundesverfassung erfahren: Diese Bestimmung verankert auf höchster normativer Ebene eine allgemeine Evaluationspflicht. Die GFA werden nach Ansicht des Autors auch in der Schweiz künftig weiterhin an Bedeutung gewinnen; dennoch sei vor überzogenen Erwartungen an die Gesetzesfolgenabschätzung und vor einem routinemässigen Einsatz derselben zu warnen.

Der vierte Buchteil wird eingeleitet mit einem Vergleich zwischen der Technikfolgenabschätzung und der Gesetzesfolgenabschätzung. *Nicola Below* und *Bernd Steffensen* konzentrieren sich dabei auf die prospektive und begleitende GFA. Die Technikfolgenabschätzung fragt nach den potenziellen Folgen einer Technik, identifiziert gesellschaftliche Konfliktfelder, zeigt Handlungsoptionen

auf und erstellt eine Gesamtbilanz. Die beiden Instrumente seien sich dementsprechend, jedenfalls in konzeptueller Hinsicht, ähnlich. Im sich anschliessenden Beitrag von *Jörg Mayer-Ries* wird eine Verbindung zwischen der juristisch-verwaltungsfachlichen Diskussion um die GFA und der strategisch-politischen Debatte um das Leitbild der nachhaltigen Entwicklung diskutiert. Der Autor bringt vor, dass eine Nachhaltigkeitsbeurteilung im Rahmen einer GFA so früh wie möglich und so umfassend, integriert und konkret wie möglich stattfinden sollte. Im Anschluss daran geht *Stephan Hensel* der Frage nach, inwiefern und in welchem Ausmass die GFA in Deutschland die gesellschaftliche Entwicklung der Orientierung am Begriff der Nachhaltigkeit berücksichtigt. Der Autor kommt zum Schluss, dass der Nachhaltigkeitsbegriff in seinen verschiedenen Gebrauchskategorien im Rahmen der GFA institutionalisiert sei und damit – theoretisch – bei der Rechtsetzung berücksichtigt werden könne. *Heiko Rottmann* verweist in seinen Ausführungen auf das wohl unbestrittene Ziel, die GFA als festen Bestandteil der Rechtsetzung weiter zu verankern und die Qualität der GFA laufend zu verbessern. Schliesslich prüfen die Herausgeber des Buches zum Schluss und unter Berücksichtigung der Ergebnisse, die die Tagung hervorgebracht hat, verschiedene Optionen, wie das Instrument der GFA in der Praxis vermehrt genutzt werden kann. Sie kommen dabei zum Schluss, dass ein verwaltungsinternes Gremium auf Bundesebene nach dem Vorbild des «Impact Assessment Board» auf der Ebene der Europäischen Kommission für die Qualitätssicherung zuständig sein sollte.

Im Sinne einer Gesamtbeurteilung kann das vorliegende Buch als ein sehr umfassender und aufschlussreicher Beitrag zur Gesetzesfolgenabschätzung qualifiziert werden. Die zahlreichen, teilweise auch kürzeren Beiträge von Wissenschaftlern und Praktikerinnen vermitteln ein illustratives Bild über den Status quo, aber auch über mögliches Veränderungs- und Entwicklungspotenzial der GFA in Deutschland. Bisweilen sind die Beiträge, insbesondere diese aus dem zweiten Buchteil, für eine nicht aus dem deutschen Raum stammende Leserin etwas sehr technisch bzw. spezifisch – allerdings versteht sich das Buch auch nicht als länderübergreifendes Werk. Zudem leisten die Beiträge aus dem dritten Teil einen instruktiven Beitrag zur Lage der GFA in den OECD-Staaten, in Österreich und in der Schweiz. Ein allgemeiner Kritikpunkt kann lediglich darin gesehen werden, dass die Gesetzesfolgenabschätzung im vorliegenden Buch hauptsächlich als prospektive oder begleitende GFA verstanden und thematisiert wird, ohne dass dies in den einzelnen Beiträgen stets so definiert oder offengelegt wird.

Lucy Keller Läubli, Bundesamt für Justiz, Bern

Wolfgang Beywl/Hanne Bestvater/Verena Friedrich: Selbstevaluation in der Lehre. Ein Wegweiser für sichtbares Lernen und besseres Lehren. Waxmann (Münster/New York/München/Berlin), 2011, 208 Seiten

Unterrichten erschöpft sich nicht in der Weitergabe von Wissen und Fertigkeiten. Lehrende haben vielmehr einen doppelten Auftrag zu bewältigen: Sie vermitteln zum einen zielorientiert Inhalte an die Lernenden und überprüfen zum anderen, inwieweit damit die Ziele ihres Lehrhandelns erreicht werden. Diese Dualität von Unterrichten und Evaluieren steht im Mittelpunkt des Handbuchs von Wolfgang Beywl, Hanne Bestvater und Verena Friedrich. Das Werk ist Ergebnis langjähriger Auseinandersetzung mit den wissenschaftlichen Überlegungen zu Selbstevaluation. Darüber hinaus sind die Ausführungen das Produkt zahlreicher Weiterbildungsveranstaltungen insbesondere im Bereich Hochschuldidaktik. Aus diesem Fundus praxisnaher Erkenntnisse schöpft das Autorenteam und erleichtert damit den Lesenden den Einstieg in die Thematik. Dies ist umso wertvoller, als das Handbuch, das sich insbesondere an Lehrende im tertiären Bildungsbereich und in der Weiterbildung richtet, keine besonderen evaluationsmethodischen Kenntnisse voraussetzt.

Die Beschäftigung mit Selbstevaluation in der Lehre betrifft einen zentralen Aspekt zeitgemässer Didaktik: Es darf erwartet werden, dass sich Lehrende reflexiv mit ihrem persönlichen Handeln im Unterricht und mit dessen Konsequenzen auseinandersetzen. Im Sinne einer individuellen Unterrichtsentwicklung ergänzt die Selbstevaluation die qualitätssichernden Instrumente, welche die Bildungseinrichtungen auf institutioneller Ebene einsetzen. Um die Lehrenden in der Nutzung flexibler und praktikabler Evaluationsinstrumente zu unterstützen, sind verständliche und mit zumutbarem Aufwand anwendbare Handreichungen hilfreich. Diesem Anspruch setzt sich das vorliegende Buch aus, indem es – wie im Klappentext ausgeführt – ein Wegweiser sein will, «wie die Doppelaufgabe ‚Unterrichten und Evaluieren‘ zielgerichtet und entspannt bearbeitet werden kann».

Das Buch gliedert sich grob in drei Teile: In einem ersten Überblick wird das Konzept Selbstevaluation in der Vielfalt von Evaluationsarten eingeordnet und erläutert. Die strukturierte Darstellung des Selbstevaluationsprozesses bildet das zweite zentrale Element. Ein dritter Block bietet in zwei Kapiteln mit ausgewählten Fallbeispielen und einer Palette geeigneter Instrumente sowie mit einer Zusammenstellung weiterer Arbeitsmittel im Anhang Informationen, welche die direkte Umsetzung der Erkenntnisse in die Praxis unterstützen.

Kapitel 1 wird eröffnet mit der begrifflichen und konzeptuellen Einordnung von Selbstevaluation. Es charakterisiert die Selbstevaluation als Evaluationsart, die mit grosser disziplinärer Nähe zum Evaluationsgegenstand sowie durch ein Mitglied der programmverantwortlichen Organisation durchgeführt wird: «Bei der Selbstevaluation verantwortet die Person, die für die Evaluation verantwortlich ist, auch den Evaluationsgegenstand. Sie steht damit dem Evaluationsgegenstand sowohl fachlich (...) als auch organisational nahe» (S. 18). Da sich das Handbuch auf Selbstevaluation der Lehre konzentriert, sind die Bestimmungsmerkmale wesentlich, die das Autorenteam seinen Ausführungen zugrunde legt – und später auf die Gestaltung des Evaluationsprozesses anwendet. So wird Selbstevaluation als Kernaufgabe von Lehrenden verstanden, da sie sich mit dem alltäglichen Lehrgeschäft befasst, wenn auch auf bewusst gewählte Ausschnitte begrenzt. Als Bewertungsmaassstab werden selbst gewählte Kriterien angewendet.

Die Selbstevaluation bezweckt die Verbesserung der Lehre und damit letztlich die Förderung guter Lernresultate. Auch wenn betont wird, dass mit dem Lehrhandeln ein Programm (und keine Person) den Gegenstand der Evaluation darstellt, ist die Selbstevaluation doch unmittelbar mit der lehrenden und evaluierenden Person verbunden: «Die Motivation für die Selbstevaluation speist sich aus den professionellen Entwicklungsinteressen der einzelnen Lehrperson (...). Es geht um eine an die Lehrpersonen – um es noch deutlicher zu sagen: an die Lehrpersönlichkeiten – gebundene Standortbestimmung und Verbesserung der Lehre» (S. 23). Damit wird deutlich, dass jede Selbstevaluation auf das spezifische Erkenntnisinteresse der jeweiligen Lehrperson und auf das konkrete Lehrangebot ausgerichtet werden muss.

Die Verbindung von Unterrichten und Evaluieren stellen der Autor und die Autorinnen in einem Modell dar, welches die beiden verschränkten Handlungsstränge von Lehrhandeln (Praxisstrang) und Untersuchen (Untersuchungsstrang) verbindet: Im Lehrhandeln führt ausgehend von einem Konzept eine didaktische Intervention zu einem Resultat; parallel führt der Untersuchungsstrang von der Evaluationsplanung über die Informationsgewinnung zur Ergebnisvermittlung. Damit stellt das Autorenteam sicher, dass Selbstevaluation Lehrhandeln und Optimieren des Lehrhandelns praxisnah vereint: «Um Selbstevaluation alltagstauglich zu machen, wird sie von Anfang an bei der didaktisch-methodischen Lehrveranstaltungsplanung mit bedacht. Dies bedeutet, dass von Beginn an Lehren und Untersuchung parallel geplant werden, und dass sich im weiteren Verlauf der Lehrrevaluation die beiden Handlungsstränge der pädagogischen Praxis (Lehre) und der Beschreibung und Bewertung dieser Praxis (empirische Untersuchung) immer wieder verschränken» (S. 28).

Kapitel 2 macht sichtbar, wie dieser Anforderung in acht Schritten entsprochen werden kann. Mit der Inanspruchnahme von rund der Hälfte des Buchumfangs wird hier ein Akzent gesetzt. Die schrittweise Abfolge vereint die Planung und Umsetzung einer Lehrveranstaltung mit dem gängigen Vorgehen bei der Vorbereitung, Durchführung und Auswertung einer Evaluation. Es gilt im ersten Schritt, den Anlass der Evaluation zu klären, idealerweise sogenannte «didaktische Knacknüsse», also «wiederkehrende Situationen in der Lehre, welche die Lehrperson stören, sie am Lehrerfolg zweifeln lassen (...) und von der sich die Lehrperson vorstellen kann, sie mit gezielten Interventionen ‚aufzubrechen‘» (S. 37). Auf dieser Basis wird im zweiten Schritt der Evaluationsgegenstand eingegrenzt, dessen Optimierung zumindest potenziell im Einflussbereich der Lehrperson liegen sollte, damit die Erkenntnisse auch tatsächlich der persönlichen Unterrichtsentwicklung dienen können. Mit dem dritten Schritt erfolgt ein erster Wechsel vom Untersuchungs- zum Praxisstrang, indem die Lehrziele festgelegt werden. Diese richten einerseits das Lehrhandeln aus und dienen andererseits gleichzeitig als Grundlage für den Bewertungsmaßstab für die Evaluation. Ausgerichtet auf die Lehrziele wird im vierten Schritt die Lehrintervention in didaktisch-methodischer Hinsicht geplant und – nach erneuter Rückkehr zum Untersuchungsstrang – im fünften Schritt die Evaluationsfragestellung formuliert. Wenn es im sechsten Schritt darum geht, die Erhebung zu planen und geeignete Instrumente zu entwickeln, geht das Handbuch besonders stark auf die Bedürfnisse ein, die das Publikum in hohem Masse zur Lektüre motiviert haben dürften: Sorgfältig werden die Lesenden an die Datenerhebung herangeführt, wobei es die Kennzeichnung spezieller Vertiefungen beispielsweise zur Entwicklung von Fragebogen erlaubt, bei entsprechenden methodischen Vorkenntnissen einen Abschnitt zu überspringen. Der siebte Schritt umfasst den Einsatz der zuvor entwickelten Instrumente und schliesst mit der Auswertung der Daten und der Bewertung der Resultate ab. Im abschliessenden achten Schritt wird die Rückmeldung der Ergebnisse an die Datengebenden behandelt. Mit der Forderung nach der geeigneten Nutzung der Ergebnisse für die eigene Lehre – nach dem Motto «Bewährtes stärken, Optimierungen einleiten» (S. 130) – wird die Brücke vom Untersuchungsstrang zurück zum Lehrhandeln geschlagen.

In Kapitel 3 führt das Autorenteam fünf Fallbeispiele auf, die es in strukturierter Darstellung ermöglichen, die Praxisumsetzung zu veranschaulichen. Die Auswahl greift verschiedene «didaktische Knacknüsse» auf und spielt mögliche Formen der Selbstevaluation und des damit verbundenen didaktischen Handelns durch. Einen eigentlichen Werkzeugkasten für die Selbstevaluation der Lehre bietet Kapitel 4: Ein «Taschenset» von Erhebungsinstrumenten wird präsentiert, auf Eignung für verschiedene Settings geprüft und so weit erläutert, dass sie inter-

essierte Lehrende ohne lange Einarbeitungszeit für ihre Selbstevaluation verwenden können. Im Anhang werden den an direkter Umsetzbarkeit der Informationen interessierten Lehrpersonen als weitere Dienstleistung Checklisten und Arbeitsmittel geliefert, die beispielsweise die Formulierung von Evaluationsfragenstellungen oder die Auswahl eines geeigneten Evaluationsgegenstandes unterstützen.

Das Handbuch nimmt für sich in Anspruch, Wegweiser zu sein für eine zielführende, unkomplizierte und damit praxistaugliche Verbindung von Lehrhandeln und Selbstevaluation. Diesem Anspruch wird das Werk gerecht, indem es die Verschränkung des Praxis- und der Untersuchungsstrangs systematisch aufbaut und erläutert. An Konkretheit gewinnt das Handbuch, indem es Beispiele für didaktisch herausfordernde Situationen wie auch für Evaluationsinstrumente aufzeigt, die in realen Lehrsituationen erprobt worden sind. Eine besondere Stärke des Buchs ist zudem ein gewisser Realismus, der auch auf die Grenzen möglicher methodischer Vorgehensweisen hinweist und damit den besonderen Charakter von Selbstevaluationen unterstreicht.

Es gelingt dem Autorenteam, die Anforderungen an Praxisnähe und Umsetzbarkeit mit denjenigen an die Darstellung der Grundlagen von Wissenschaft und Profession zu verbinden. Dies zeigt sich beispielsweise daran, wie die Evaluationsstandards bei den verschiedenen Schritten des Untersuchungsstrangs herangezogen werden, oder an den eingestreuten «Specials» mit methodischem Basiswissen zu Formen der Datenerhebung, -auswertung und -präsentation. Autor und Autorinnen scheuen sich aber auch nicht, das aus der Praxis oft gewünschte und in wissenschaftlichen Kreisen teilweise mit Skepsis betrachtete «Rezeptwissen» zu vermitteln. Die Palette von mit geringem Anpassungsaufwand einsetzbaren Selbstevaluationsinstrumenten – die durchaus in künftigen Auflagen noch an Breite zulegen darf – wird eines der am meisten in Anspruch genommenen Teile des Buches sein.

Mit der Doppelaufgabe Unterrichten und Evaluieren im Blick gewichtet das Buch seinem Bestimmungszweck entsprechend die Evaluation stärker als das Lehrhandeln. Es befähigt mit der konsequenten Betonung der Zusammenhänge zwischen beiden Handlungssträngen interessierte Lehrende, Selbstevaluation zur Weiterentwicklung der eigenen Lehre zu nutzen. Die Praxis an den Bildungsinstitutionen wird zeigen, wie rasch sich diese Möglichkeit weiter durchsetzt. Der Wegweiser ist gestellt, den Weg müssen die Lehrenden selber in Angriff nehmen.

Andreas Brunner, Zentrum für Bildungsevaluation, PHBern